10es Journée de Recherches en Sciences Sociales

Les 8 et 9 décembre 2016 à Paris.

DYNAMIQUES CONTEMPORAINES DE LA « RENAISSANCE RURALE » EN FRANCE, ESPAGNE ET ITALIE : METHODOLOGIE ET MESURE DES FACTEURS ENDOGENES

Pascal CHEVALIER, UMR 5281 ART-Dev, Université Paul Valéry Montpellier 3, Montpellier, France
Marc DEDEIRE UMR 5281 ART-Dev, Université Paul Valéry Montpellier 3, Montpellier, France

Résumé : Si la *Renaissance rurale*, chère au français Bernard Kayser, est aujourd'hui en grande partie généralisée dans les campagnes des pays méditerranéens, elle s'inscrit encore de manière très différenciée dans l'espace et dans le temps. Les différents diagnostics territoriaux, menés entre autre par la DATAR en France et l'institut des statistiques espagnol et Italien depuis une vingtaine d'années, conduisent à lire cette recomposition contemporaine de l'espace rural essentiellement à partir de logiques résidentielles. Ils soulignent les effets de l'accroissement de la mobilité sur le changement de la composition socioprofessionnelle et sur l'évolution de la localisation et de la nature des activités économiques. Mais la plupart des études prospectives tendent à réduire la lecture des changements en cours à des facteurs purement exogènes ou induits. **La contribution propose de mesurer la part des facteurs endogènes explicatifs de la recomposition démographique contemporaine rurale en présentant un travail de cartographie statistique multivariée à l'échelle NUTS 2 en France, Espagne, Italie, qui rendra compte de la complexité et de la différenciation spatiale des formes d'intégration socio-économique des territoires ruraux.**

Introduction

Si la Renaissance rurale, chère à Bernard Kayser, semble aujourd'hui en grande partie généralisée en Europe méditerranéenne (notamment en termes d'attractivité démographique), elle s'inscrit encore de manière très différenciée dans l'espace et dans le temps. Pourtant, les différents diagnostics territoriaux, menés entre autres par la DATAR en France et les instituts des statistiques espagnols et italiens depuis une vingtaine d'années, conduisent à lire cette recomposition contemporaine de l'espace rural très souvent, et de manière lissée, à partir de logiques résidentielles généralisées ; la plupart des études prospectives tendant à réduire la lecture des changements en cours à des facteurs purement exogènes comme l'extension urbaine généralisée. Or, la situation est tout autre.

Les trajectoires de diversification socio-économique des territoires ruraux, pourtant *a priori* engagées dans un processus de convergence, dessinent, à l'échelle des trois pays méditerranéens de forts contrastes spatiaux. Ces trajectoires ne sont pas homogènes et malgré les grandes tendances qui semblent se dessiner, comme l'extension de la fonction touristique ou la périurbanisation, ces campagnes semblent nettement se différencier dans leur organisation et leur structuration même. Alors que certaines, se marginalisent, d'autres, au contraire, fondent leur intégration ou réintégration sur l'innovation et la valorisation de leurs ressources comme sur le transfert de fonds financiers venant de l'extérieur de leur territoire.

L'émergence de nouveaux rapports sociaux dans les espaces ruraux d'Europe méditerranéenne prend des formes très diverses dans un ensemble territorial très composite. En effet, ils modifient ou confortent le profil des activités et des fonctions rurales en faisant varier la part de l'emploi dans les différents secteurs économiques. Par ailleurs, ils accusent ou atténuent les effets sociaux de la crise économique, qui s'expriment notamment par le niveau du chômage, mais qui sont aussi perceptibles à l'évolution des comportements démographiques, migratoires en particulier. Enfin, ils déterminent les dynamiques territoriales en cours, en favorisant ou en paralysant l'intégration socio-économique des espaces ruraux : l'essor ou au contraire la déprise des activités génératrices de revenus et d'emplois sont liés à l'orientation des choix individuels et des démarches collectives, que ce soit pour ces dernières dans un cadre institutionnel ou associatif ; ils dépendent également de décisions politiques et d'interventions économiques externes au milieu rural, et révèlent ainsi le degré d'insertion des territoires ruraux dans l'économie globale. Parce qu'il est sélectif, ce processus d'intégration tend à produire une trame territoriale très hétérogène. Les nouveaux rapports sociaux dessinent donc des territorialités multiples;

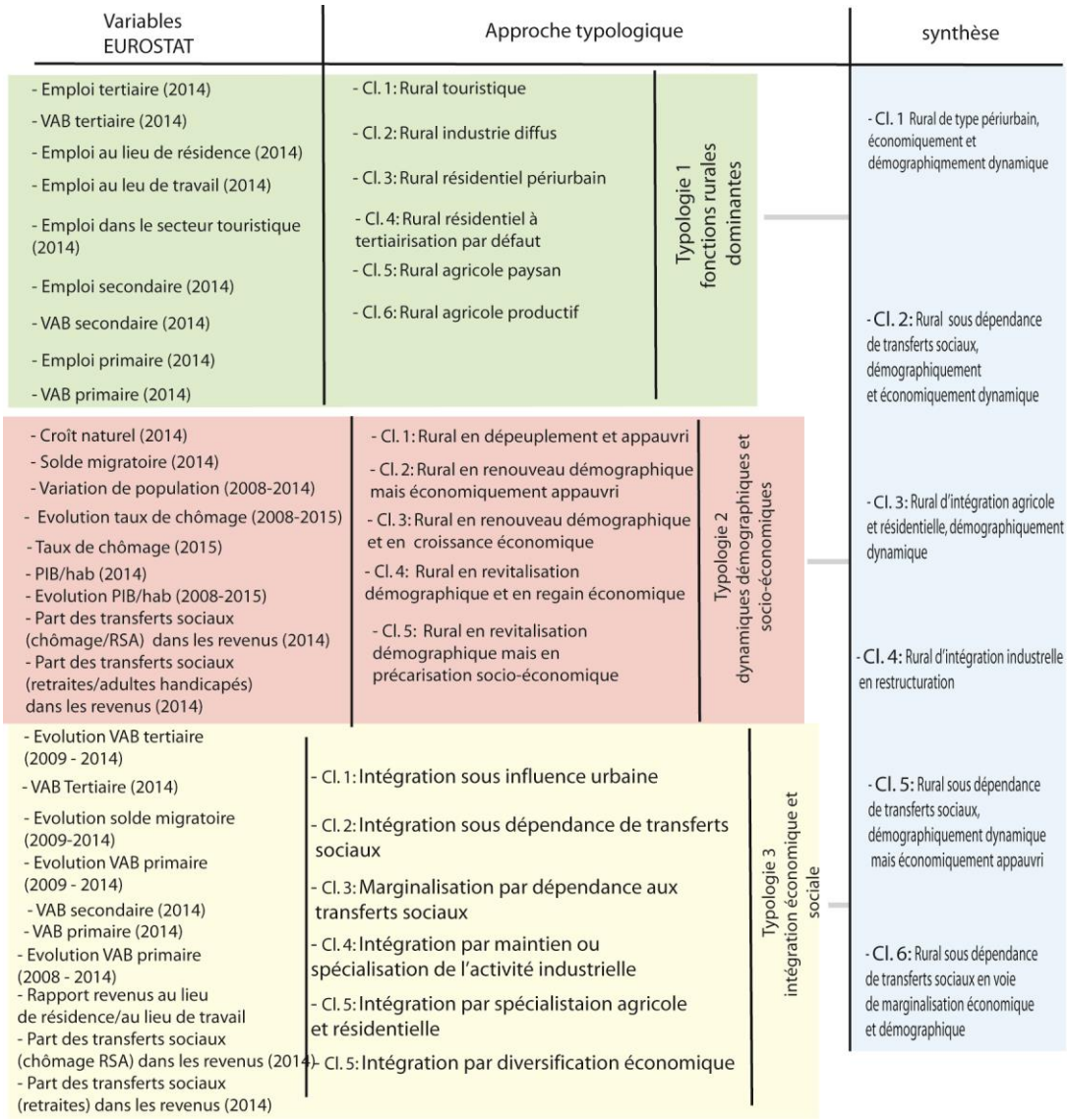
Dans ce papier, il est question de renouveler, voire réinterpréter la lecture de la recomposition rurale, dans ses formes les plus variées, par une analyse comparative à l'échelle de trois pays de l'Europe méditerranéenne, la France, l'Espagne et l'Italie . Plus largement, la contribution propose de mesurer la part des facteurs endogènes explicatifs de la recomposition démographique contemporaine rurale en présentant un travail de cartographie statistique multivariée à l'échelle des départements ou provinces rurales qui rendra compte de la complexité et de la différenciation spatiale des formes d'intégration socio-économique des territoires ruraux. Comment se traduisent-elles spatialement et quelles formes prennent-elles selon la nature des structures territoriales ? Quelles sont alors les logiques socio-économiques qui fondent cette structure territoriale en mosaïque ? Comment se distinguent-elles les unes des autres, et permettent-elles d'identifier des types de ruralité ? En quoi ces derniers procèdent-ils des héritages territoriaux et en quoi sont-ils le reflet de l'adaptation des territoires aux changements globaux de la société ?

Méthodologie

Inspiré de la méthodologie mise en place par Pigozzi *et al.* en 1994, le travail qui suit se propose d'élaborer une série de typologies des campagnes : une typologie des fonctions socio-économiques cantonales (typologie 1), une typologie des dynamiques sociodémographiques globales (typologie 2) une typologie du degré d'intégration économiques des cantons aux économies nationales (typologie 3) et une typologie de synthèse alliant fonctions/intégration économique/dynamique territoriale. A l'échelle des départements français et provinces espagnoles et italiennes (NUTS 3), nous menons différentes analyses permettant d'une part de sélectionner les variables les plus pertinentes et, d'autre part, de déboucher sur une classification des différents territoires à partir d'une méthode statistique de classification

mixte. A partir de données économiques, sociodémographiques et d'informations relatives à la fonction résidentielle[1], il est déterminé un profil type des régions, à la fois structurel et dynamique. Ensuite, sont calculés les différents écarts types à la moyenne régionale pour chacune des cantons ruraux. Ce calcul permet alors, par un traitement statistique, de comparer les différentes situations par rapport aux moyennes des régions (hors entités urbaines) et de déterminer les différents degrés de spécialisation de chaque territoire. Chaque situation donne lieu ensuite à une classification aboutissant à une typologie.

Encart méthodologique: approche typologique et synthèse



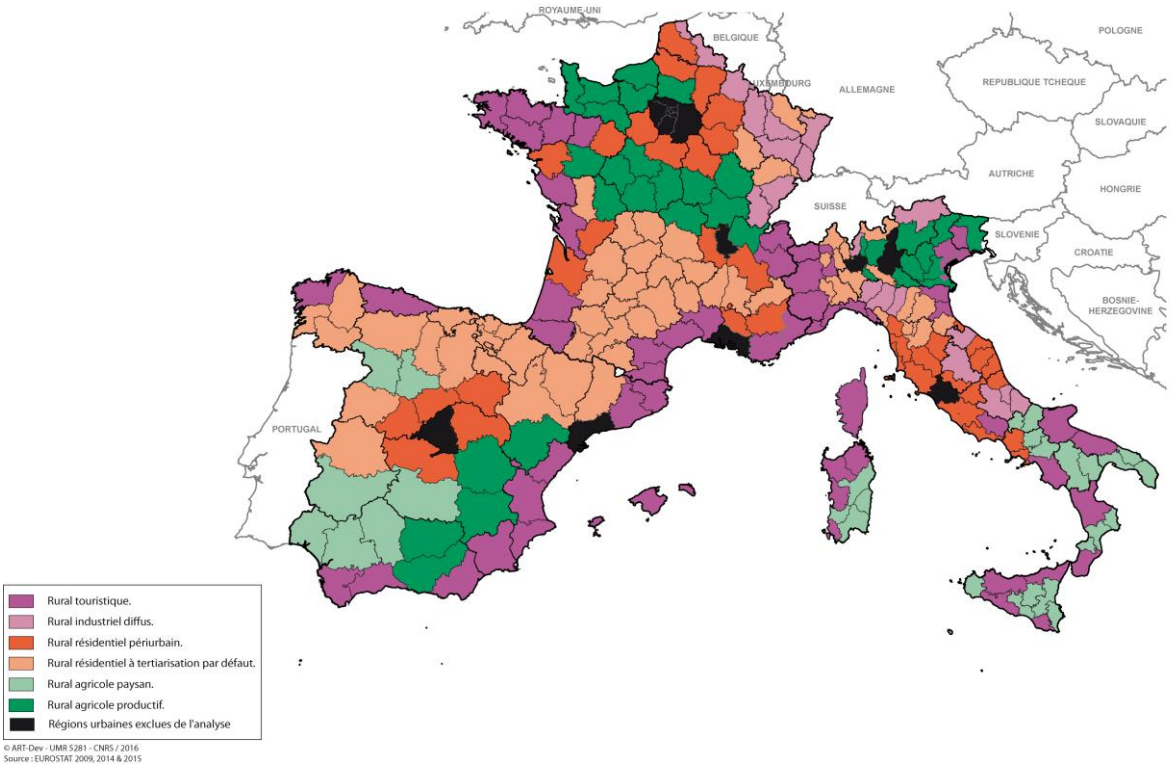
1. **Un rural aux fonctions socioéconomiques différenciées** (typologie 1 – carte 1)

Les territoires ruraux d'Europe des trois pays se distinguent tout d'abord par le profil de leurs activités économiques. En effet, la distribution de l'emploi dans les différents secteurs de l'économie locale exprime une diversité structurelle et dynamique qui relativise le poids de l'agriculture. Toutefois, les campagnes de l'Europe occidentale et méditerranéenne demeurent encore majoritairement agricoles, surtout si l'on considère l'extension spatiale des régions où la part de l'emploi primaire est encore supérieure aux moyennes nationales européennes (**classes 5 et 6**) et les valeurs régionales de la production agricole. Ces deux variables (charge humaine agricole et valeur de la production) déterminent toutefois deux types de ruralité, **une ruralité paysanne** (**classe 5**) où les actifs agricoles dominent largement d'un point de vue quantitatif dans les structures sociales régionales et **une ruralité plus agricole (classe 6) ,**

souvent marquée par des faibles charges humaines (l'adaptation des structures agricoles aux exigences des marchés, en matière de coût et d'intensité de la production, s'étant souvent traduit par un important délestage de la main-d'œuvre vers d'autres secteurs d'activité) mais avec une valeur de la production agricole maximale.

Carte n°1

Typologie des fonctions socio-économiques dominantes



En Italie orientale, les plaines et les collines du nord du pays, mais aussi toute une partie des Pouilles présentent des taux d'actifs agricoles plus de deux fois supérieurs à la moyenne des pays étudiés réunis[1]. Il en est de même dans la région de Valence en Espagne (11.3%), et dans le sud-ouest français, dans la partie méridionale de la grande plaine du Bassin aquitain, ainsi que dans la basse vallée du Rhône (15.4%). En Italie, comme en Espagne, les régions agricoles sont avant tout des régions paysannes qui portent de fortes densités de peuplement : depuis la Sicile, la Calabre jusqu'à la Basilicate, en passant par la Sierra Nevada andalouse, l'agriculture occupe la majorité de la population active (39.2%) dans le cadre de structures de propriété et d'exploitation très émiettées. En Catalogne et dans les autres régions du pourtour méditerranéen, comparativement, les densités agricoles s'effondrent et les disproportions sont moins flagrantes, mais l'emploi dans le secteur primaire mobilise encore entre le cinquième et le quart de la population active, dans une grande partie méridionale du Massif central français, comme dans Alpes méridionales et orientales. Au total, l'emploi agricole domine en termes relatifs ou absolus dans près d'un quart des régions rurales dans chacun des pays, les écarts à la moyenne sont très marqués, mais le poids relatif de l'agriculture dans l'économie locale est extrêmement variable d'un pays à l'autre, et les contrastes d'effectifs sont vifs entre **la *ruralité paysanne*** (forte charge d'actifs agricoles) de l'Espagne et de l'Italie méridionale et **la *ruralité agricole*** (forte valeur de la production et faible charge d'actifs) des plaines du nord de l'Italie ou de la France septentrionale, ce qui renvoie à la fois à la diversité des héritages structurels et au mode d'adaptation et d'insertion de l'économie agricole. Dans la plupart de ces régions, les conditions naturelles favorables ont permis l'extension maximale des

[1] Toutes les données chiffrées de ce paragraphe correspondent aux moyennes des catégories formées par les opérations du traitement statistique multivarié.

superficies cultivées, avec une orientation des systèmes de cultures faisant alterner bassins céréaliers, bassins laitiers, et autres bassins spécialisés de production, comme la viticulture et l'arboriculture.

Parallèlement, nombreuses sont les régions rurales dans lesquelles la part de l'emploi dans le secteur secondaire pèse comparativement plus lourdement qu'ailleurs. La situation est complexe et la stratification des héritages territoriaux oblige à distinguer les espaces traditionnels de **double activité et d'industrie diffuse** des espaces ruraux soumis **aux effets de l'industrialisation des structures économiques** régionales comme celles que l'on peut identifier dans les piedmonts septentrionaux italiens (classe 2). Les premiers caractérisent la plus grande partie de la moyenne montagne française en particulier le massif du Jura et des Vosges plus de 30% de la population active travaille encore dans le secteur industriel dans des branches aussi diverses que le textile, la plasturgie, le bois, la verrerie et la mécanique de précision. La situation est tout à fait comparable dans le Nord de la France où des activités industrielles anciennes, largement dynamisées ou reconverties par de nouveaux investissements nationaux ou étrangers, mobilisent encore près de 36% de la main d'œuvre locale dans la petite métallurgie, la plasturgie et plus largement l'artisanat. De même en Italie, l'emploi industriel concerne près de la moitié de la population active (46.3%) dans les régions rurales du nord du pays au contact des frontières suisse, slovène et autrichienne, ainsi que dans les vallées et les bassins de la dorsale montagneuse du nord-est du pays (Apennins et Ombrie/ Marches).

Dans ces campagnes italiennes de fortes densités, les régions de plateau de vieille tradition artisano-industrielle, irriguées aujourd'hui par les capitaux étrangers, se différencient néanmoins des grands bassins industriels situés dans le piedmont, dans les régions métropolitaines de Turin et de Milan, et développés par la diffusion de l'industrie urbaine, où la spécialisation par branches (sidérurgie, carbochimie, industrie automobile) et le mode de diffusion de l'emploi industriel tendent à structurer quasi exclusivement l'économie et la société locales sur le modèle de véritables **campagnes industrielles** (forte main d'œuvre industrielle, plus de 50% en moyenne et surtout forte valeur de la production). On retrouve ces campagnes de manière très caractéristique dans la Haute-Vallée du Pô en Italie, mais aussi dans l'est du territoire français (jura). Dans ces régions, l'importance de la part de l'emploi secondaire est fortement liée à la dynamique industrielle urbaine. En Espagne les effectifs industriels des campagnes (autour 18% de la population active) procèdent pour la plupart des orientations de la planification régionale, autant dans les branches de l'industrie lourde sur le littoral méditerranéen (Catalogne Nord), que dans les filières agro-industrielles dont les unités de production s'égrènent dans les bourgs et les petites villes des vallées de l'Ebre et de la Jucar (région de Valence). Les activités industrielles structurent donc une partie non négligeable des économies rurales.

Certains profils d'activités minorent l'importance des fonctions agricoles ou industrielles, et enregistrent indirectement la part prépondérante des activités de services. Cette dernière souligne tout d'abord les effets de la concentration de la fréquentation touristique sur l'emploi local : 48.7% des emplois dans les espaces littoraux et insulaires de la méditerranéenne espagnole relèvent du secteur tertiaire, la proportion est comparable en Italie dans les régions riveraines de l'Adriatique (Vénétie, Abruzzes). Ici, la part de l'emploi tertiaire et le volume des nuitées touristiques (entre 15 000 et 24 000 nuitées annuelles) sont fortement corrélés, et cette corrélation isole **un rural de type *touristique (classe 1)*.** Les contraintes du maillage statistique tendent néanmoins à exagérer l'extension spatiale des effets sur l'économie rurale d'une activité de type balnéaire qui concentre les emplois essentiellement dans les stations

littorales et dans certains pôles de très forte concentration (Venise). La diffusion de l'activité touristique est plus sensible dans certaines régions « d'arrière-pays » du Périgord en France et dans les massifs andalous et toscans où la fréquentation est suffisamment élevée (plus de 5000 nuitées annuelles) pour modifier la structure de l'emploi des régions rurales.

La tertiarisation du profil d'activités est ensuite liée à la proximité urbaine et à l'étalement résidentiel : Madrid, Rome, Turin, Milan, Barcelone ou encore Paris, autour des capitales et des principales agglomérations se sont formées des couronnes périurbaines, plus ou moins étendues, plus ou moins continues, où se localisent des activités de services les plus diverses. Elles dépendent du niveau de métropolisation qui se mesure à la part tenue par le secteur des services aux entreprises par rapport à celles des activités commerciales et des services rendus aux populations, et qui révèle d'ailleurs des contrastes marqués entre les capitales centre-européennes. Mais, partout dans **ces campagnes *périurbanisées* ou plus justement *sous influence urbaine* (classe 3),** la part de l'emploi agricole a régressé pour tendre vers les seuils planchers du niveau national (0.8% en Ile-de-France ; 1.8% en Catalogne et dans la Castille madrilène, 2.1% dans le Latium et en Lombardie), tandis que la part de l'emploi industriel se maintient et se différencie d'un pays à l'autre en fonction du système productif en place et de la structuration de l'économie urbaine (39.8% en Ile-de-France, 42% en Lombardie, 46% en Catalogne). Enfin, le profil d'activités peut s'affirmer nettement tertiaire ou dans un certain nombre de régions rurales pourtant éloignées des grandes agglomérations et dénuées de réseau urbain particulièrement étoffé ou hiérarchisé. Dans la France du centre ou de la Bretagne, la tertiarisation de l'emploi est poussée vers les maxima nationaux (entre 65 et 70%), tout comme en Galice (54%), en Nouvelle Castille dans la Maceta espagnole (71%), et dans les plateaux de Campanie centrale. La *tertiarisation* apparente de l'économie s'y opère souvent *par défaut* (classe 4) et traduit surtout la déprise globale des activités rurales. Les emplois de l'administration, les services du commerce de détail et les emplois aidés des programmes sociaux forment un secteur tertiaire d'accompagnement très hétéroclite qui parvient à peine à amortir les effets de la crise. Dans des régions comparativement plus urbanisées et industrialisées, comme le bassin industriel du nord-est français ou le Pays Basque espagnol, la part relative des emplois tertiaires (63.4% en Champagne-Ardenne, 65% au Pays Basque) progresse également en raison d'une importante régression de l'activité économique depuis plus de trente ans et du délestage de main d'œuvre consécutif à l'adaptation des activités les plus performantes ou les plus résistantes.

L'orientation du profil d'activités exprime donc la différenciation régionale des fonctions socioéconomiques des espaces ruraux. Cette différenciation se fonde sur des héritages territoriaux contrastés, mais elle procède également de l'évolution des structures économiques régionales dans le contexte de la mondialisation de l'économie.

2. Crise et prospérité relative des cantons ruraux en Languedoc-Roussillon (typologie 2 – carte 2)

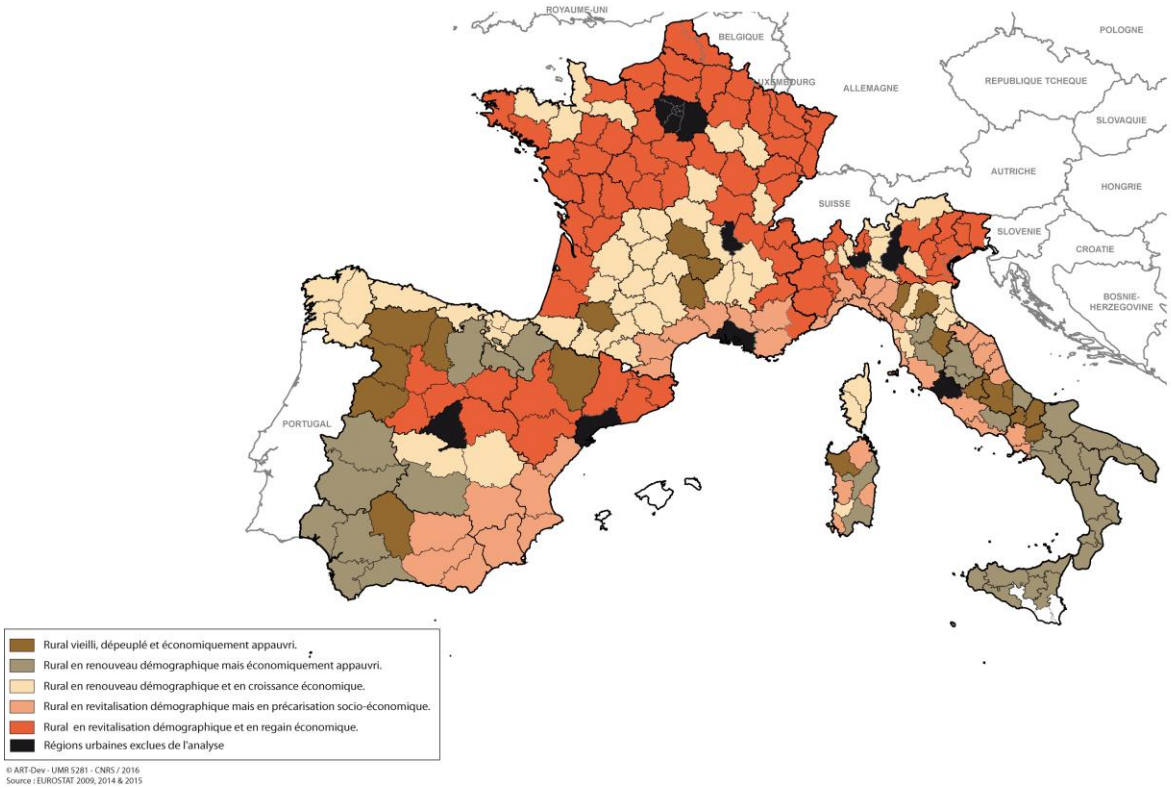
Les différents diagnostics nationaux établissent un lien de cause à effet entre la mobilité résidentielle et l'amélioration de la situation de l'emploi dans les campagnes européennes. Le fait peut être cependant nuancé par une analyse statistique multivariée qui examine les dynamiques de l'emploi local mais distingue plusieurs stades de repeuplement[2]. En effet, le *chômage* fait désormais partie de la ruralité, et la distribution géographique de sa variation

[2] Cf. sur cette question : BERGER Alain, CHEVALIER Pascal et DEDEIRE Marc (2005), *Les nouveaux territoires ruraux, éléments d'analyse*, Presses Universitaires de l'Université Paul Valéry – CNRS, Montpellier, pp. 45-46.

isole des auréoles relatives de prospérité et de véritables poches de pauvreté. L'évolution des comportements démographiques modifie la répartition et les structures du peuplement : ils tendent à opposer un rural *répulsif* parce que dépeuplé et vieilli (classe 1) à un rural *attractif* devenu résidentiel et plus dynamique (par exemple la classe 4).

Carte n°2

Typologie des dynamiques socio-économiques et démographiques



Le croisement des variables démographiques distingue plusieurs stades de repeuplement rural qui se répartissent en deux grandes catégories. La première concerne les cantons ruraux revitalisés (classes 4 et 5). Il s'agit de campagnes repeuplées et généralement rajeunies. L'apport migratoire contribue au rajeunissement structurel de la population rurale et autorise l'inversion positive du solde naturel. Les cantons de la seconde catégorie (classes 2 et 3) sont encore en voie de renouveau démographique. La croissance de la population procède presque exclusivement de l'excédent migratoire et la structure par âge traduit la part relativement importante des personnes âgées.

Par contre, la relation entre le repeuplement et les dynamiques économiques se présente de manière plus complexe. **Les campagnes revitalisées** sont pour une part seulement des campagnes épargnées par les difficultés de l'emploi et de l'économie (classe 4). En périphérie des principales agglomérations ou les régions maillées par un réseau urbain relativement dense (nord de l'Italie, bassin parisien et ouest français), les petites villes accueillent des activités économiques très diverses qui soutiennent le niveau de l'emploi et limitent le chômage dans la population active. Les autres, (classe 5), plus nombreuses, connaissent au contraire une situation économique bien plus problématique. Même si les indicateurs démographiques restent aujourd'hui très positifs, l'élévation du taux de chômage et surtout des transferts sociaux dans le cadre de minima sociaux interrogent la dynamique actuelle. Sur une grande partie du littoral français, italien et espagnol, le marché local de l'emploi se montre incapable d'absorber l'arrivée massive et continue des jeunes actifs. Le chômage y est conjoncturel dans un contexte dynamique de développement de l'activité économique et de

création d'emplois à un rythme soutenu. Le niveau du chômage est élevé (12% en moyenne, et jusqu'à 18% en Catalogne) et continue à croître fortement sur la période récente (+1.25% par an entre 2012 et 2015). La revitalisation démographique ne se traduit donc pas systématiquement par l'amélioration immédiate des conditions socio-économiques de la population rurale.

Dans les campagnes en voie de renouveau démographique, la situation de l'emploi est également différenciée. La concentration des activités dans les agglomérations urbaines réduit les opportunités d'emploi dans ces régions d'agriculture extensive comme dans les Pouilles, en Sicile, et dans la Maceta espagnole (classe 2). Outre le déclin des industries diffuses, la croissance démographique (exclusivement par solde migratoire) tend le marché de l'emploi local et les nombreux échecs en matière de création d'activités portés par de nouveaux arrivants accentuent la précarisation de la situation économique. A l'opposé, la situation économique peut s'améliorer et créer de l'emploi (par induction et consommation) dans des campagnes où le renouveau démographique est encore récent, comme dans l'ouest du Massif central français, en Galice et au Pays basque (classe 3). L'apport migratoire se compose en partie de flux de retraités (au fort pouvoir d'achat), qui, pour une part non négligeable dans certains territoires, sont originaires des pays du nord de l'Europe. Dans ces régions de faible densité, la croissance démographique est encore fragile même si les recensements enregistrent les excédents migratoires. Pourtant, la dynamique de l'emploi est positive et ne peut se réduire aux simples effets du repeuplement et de ses activités induites.

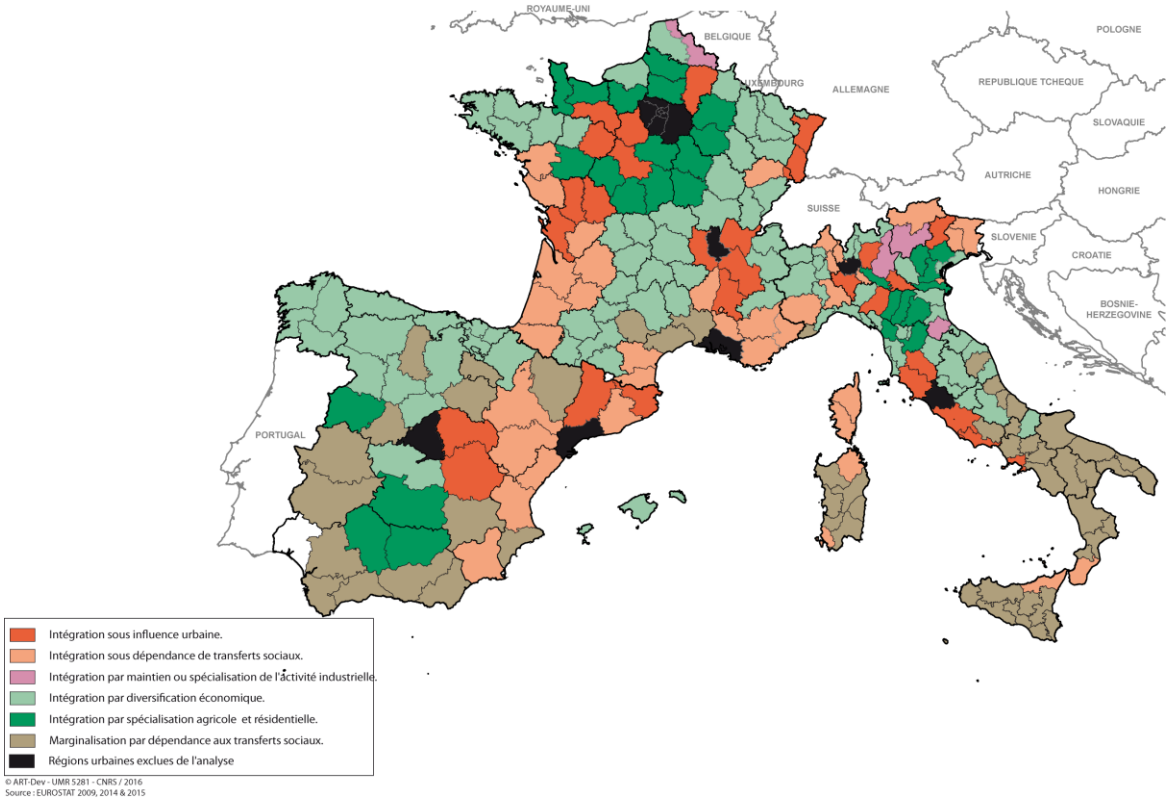
A l'opposé, quelques cantons continuent de se dépeupler et de payer le prix fort de la modernisation des structures agricoles (classe 1). Les zones de dépression démographique et socio-économique s'étendent principalement dans le massif central français et les Abruzzes. Elles isolent parfois de véritables poches de pauvreté, tandis que l'orientation des flux migratoires désigne des régions de faible attractivité, sinon des secteurs devenus franchement répulsifs. La restructuration de l'économie locale a réduit l'activité à son plus bas niveau. Les revenus des ménages sont relativement bas et le niveau de vie des populations locales dépend souvent des programmes d'aide sociale ou de transferts sociaux (retraites et minima sociaux).

3. Dynamiques d'intégration socio-économique (typologie 3 – carte 3)

Le repeuplement n'induit pas nécessairement l'amélioration de l'emploi dans les zones rurales. Il ne détermine pas non plus les formes de structuration de l'économie rurale qui demeurent d'une grande variété en raison de la singularité des trajectoires socio-économiques locales. L'intégration des espaces ruraux dans l'économie globale ne peut donc se réduire aux seuls effets induits de la mobilité résidentielle. Il est alors possible de caractériser le processus d'intégration par la mesure des performances des différents secteurs économiques et des transferts financiers. La part de la valeur ajoutée par secteur et sa progression ainsi que la part des transferts sociaux liés à la retraite ou à l'inactivité forment des indicateurs qui nuancent « les effets positifs » de la renaissance rurale.

Carte n°3

Typologie des dynamiques d'intégration socio-économique



L'intégration sous influence urbaine, économiquement et démographiquement dynamique (classe 1) – La métropolisation et l'étalement périurbain entre les principales agglomérations transforment les fonctions des territoires ruraux dans le cadre d'un processus exogène d'induction économique. Le dynamisme de l'économie urbaine, la redistribution des activités dans l'espace urbain et l'extension résidentielle en périphérie induisent dans les espaces ruraux en situation périurbaine, des activités nouvelles génératrices de revenus et d'emplois. Les surfaces commerciales, les commerces de détail, les services divers rendus aux populations dépendent tout à la fois des stratégies d'entreprises régionales et du fonctionnement des marchés de consommation à l'échelle de l'agglomération, et selon le niveau de métropolisation. Les marchés urbains réorientent de la même façon les systèmes de cultures et de production agricole en fonction de la demande, privilégiant les systèmes de maraîchage dans l'ouest de la France et à l'est de Madrid, mais également certaines niches agricoles, comme les productions biologiques.

L'intégration sous dépendance de transferts sociaux, démographiquement et économiquement dynamique (classe 2). Pour la plupart des régions littorales (Côte d'Azur, Costa Brava, Toscane, etc.), la création de richesse procède pour 60% du secteur tertiaire, et particulièrement du secteur touristique et pour près de 40% de transferts sociaux liés principalement aux allocations retraite. Hormis les principales agglomérations, ce sont les territoires qui connaissent le plus fort taux d'accroissement démographique entre 2009 et 2015 (+3.98% en moyenne par an).

L'intégration par maintien ou la spécialisation de l'activité industrielle (classe 4) marquent très faiblement le territoire méditerranéen (4 régions seulement). Il s'agit des seuls territoires où la création de richesse dans le secteur secondaire continue de progresser (+1.35% en moyenne par an). Cela témoigne encore des capacités d'adaptation des entreprises locales à un contexte global pourtant difficile qui pèse sur l'attractivité résidentielle comme le montre l'affaiblissement de la croissance démographique (+0.09 par an en moyenne entre 2009 et 2015). En Lombardie et Vénétie près de la moitié de la richesse locale (44% en moyenne) vient toujours du secteur industriel. La situation est encore plus marquée dans le Nord de la France où cette richesse atteint près de 61%. Par contre, la part de la valeur ajoutée dans le secteur tertiaire ne s'élève qu'à 37% et progresse faiblement (+0.12% par an).

Pour une faible partie (seuls 10 départements ou provinces), les territoires tirent leur richesse économique de l'agriculture et de ses activités induites dans le secteur agroalimentaire et le résidentiel (classe 3 et classe 5). Dans les principaux bassins céréaliers de la région parisienne, le secteur représente encore plus de la moitié de la richesse produite (53% en moyenne en 2008) qui progresse à un rythme soutenu (+1.98% par an en moyenne). Les performances de l'économie locale tiennent à l'encadrement des filières agroalimentaires mais également à l'investissement des agriculteurs dans l'augmentation de la productivité du travail agricole qui a conduit à la spécialisation de systèmes de culture et à la concentration des structures d'exploitation. La profession agricole joue véritablement un rôle moteur dans l'économie locale même si ses membres sont devenus minoritaires en raison des conséquences d'un repeuplement modéré qui se poursuit encore (+0.12% en moyenne par an).

Marginalisation par dépendance aux transferts sociaux (classe 6). La dynamique d'intégration semble toutefois ignorer une partie des régions des Suds (Andalousie, Calabre, sud du Massif central français, etc.). La crise frappe durement les activités économiques, souvent peu modernisées et entraîne le repli des sociétés locales dans ces régions qui demeurent à l'écart des principaux flux d'investissements. Le secteur agricole se remet difficilement de la restructuration des unités de production dans le cadre des politiques de modernisation agricole tandis que les implantations des quelques petites entreprises, soumises à de nouvelles normes de productivité et de rentabilité, ont un avenir incertain dans ces territoires relativement enclavés. Le sort des populations locales est alors souvent suspendu aux transferts sociaux, principalement des rentes de retraite et des minimas sociaux.

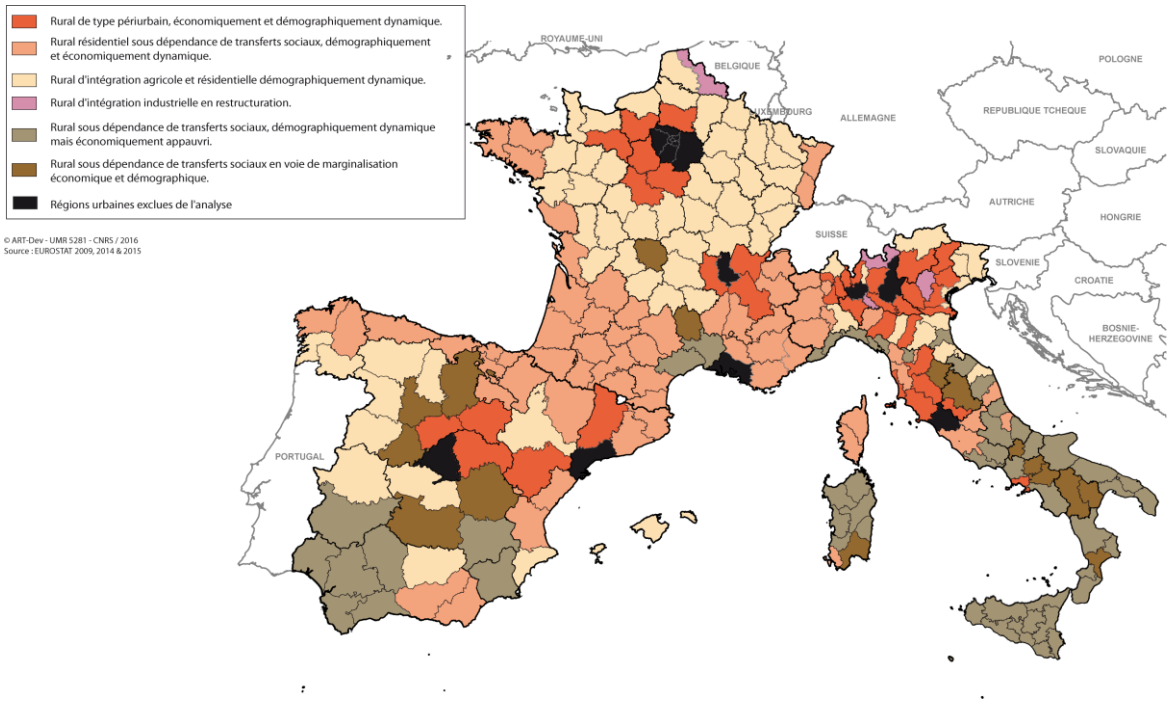
Intégration par diversification des activités (classe 5). Mais la plus part des territoires ruraux se trouvent dans une situation ambiguë concernant leur mode d'intégration à l'économie globale. Dans cette dernière catégorie, les services représentent les ¾ de la richesse produite mais leur valeur ne progresse pas, pas plus que celle des autres secteurs de l'économie. De la même façon, la croissance démographique encore importante comme à peine à ralentir (+0.02% en moyenne par an pour 2001-2008) dans des régions d'arrière-pays qui présentent de faibles densités rurales. Paradoxalement, malgré la croissance démographique et son impact sur l'économie tertiaire locale, le PIB par habitant recule assez fortement depuis une dizaine d'années (- 2.5%). Dans ces régions, de la Galice au Languedoc, en passant par les Ardennes, la création de richesse procède pour 52% du secteur tertiaire, et particulièrement du secteur des services à la personne et pour près de 48% de transferts sociaux liés principalement aux allocations chômage et minima sociaux. La diversification des économies locales semble donc se réaliser par défaut.

4. Typologie de synthèse : Trajectoires rurales et trajectoires régionales (typologie 4 – carte 4)

L'approche synthétique a pour objectif de mettre en relation les processus dynamiques et les aspects fonctionnels des territoires ruraux, tout en y associant les questions d'intégration vues précédemment. À ce niveau d'analyse, nous considérons que le résultat synthétique est de très bonne qualité dans la mesure où les répartitions typologiques ont chacune une représentativité au sein du résultat final. L'analyse statistique, issue du croisement des trois typologies précédentes, a permis d'identifier 6 types de départements/provinces.

Carte n°4

Typologie de synthèse



Les départements de la classe 1 sont de type périurbain. Ils sont marqués à la fois par une démographique dynamique (croissance de la population par excédent naturel et excédent migratoire) et une intégration économique favorisée par une économie résidentielle, permanente ou temporaire et tertiaire. Néanmoins, si la création d'activités est une des plus importantes des trois pays, elle n'est pas suffisante pour absorber une population active dont la croissance très importante explique l'existence d'un chômage structurel et endémique qui se maintient dans les moyennes nationales. Ces territoires se situent principalement à la périphérie des grandes agglomérations (Paris, Madrid, Lyon, Rome). S'ils sont très étendus autours des principales villes, leur ampleur n'est pas systématiquement liée à l'importance des pôles urbains ; le fait périurbain s'exprimant dans tous les cas, et ce même autour des villes petites et moyennes dans le nord de l'Italie. Dans ce cas, ce n'est pas tant la taille de l'agglomération qui constitue la variable la plus discriminante pour expliquer l'extension des périphéries périurbaines, mais la concentration urbaine des activités tertiaires et administratives dans des secteurs géographiques marqués par des densités démographiques et économiques relativement faibles (au regard des moyennes nationales).

La classe 2 caractérise des territoires sous dépendance de transferts sociaux, démographiquement et économiquement dynamique. Ces caractéristiques s'associent à la présence d'une économie résidentielle qui s'appuie sur une consommation locale, « boostée » par un pouvoir d'achat des ménages largement supérieur à la moyenne régionale. Concomitamment, elle s'appuie aussi sur une économie présentielle, c'est-à-dire un moteur dont la consommation des ménages n'est pas liée aux seuls résidents du territoire, mais également à celle des personnes présentes provisoirement sur celui-ci. Elle intègre ainsi pleinement la présence touristique sur le littoral méditerranéen, dont les performances du secteur tertiaire sont liées au niveau de consommation d'une population généralement plus

âgée que la moyenne régionale et à la fréquentation touristique qui produisent de l'activité dans le secteur commercial. Par contre, l'économie induite dans le secteur des services s'affirme plutôt en fonction du tassement des autres secteurs de l'économie locale.

La classe 3 est déterminée par l'importance de la caractéristique agricole (en termes d'emploi ou de production), un déficit naturel persistant, un solde migratoire légèrement positif et un chômage relativement faible, qui tend même à se réduire. Il s'agit d'une classe relativement complexe qui, si elle repose sur une structure économique homogène (notamment par le poids de l'agriculture dans l'économie locale), elle est caractérisée par des dynamiques d'intégration économique plus disparates, souvent multifonctionnelles, qui combinent fonction résidentielle (comme s'est surtout le cas dans le bassin parisien), tourisme (dans la plaine du Pô) et, plus circonscrit aux plateaux castillan dans l'est madrilène, agriculture et agro-industrie.

La classe 4 est caractérisée par un rural plutôt de type industriel, en restructuration, au renouveau démographique certain, mais au taux de chômage encore significatif. Même si l'industrie est le principal moteur de l'intégration économique, ces départements sont soumis à une diversification qui commence à s'imposer. Alors que dans les trois pays, cette classe est faiblement représentée, elle est surtout significative dans les régions encore industrielles de a troisième Italie (autour de Turin essentiellement) dont la recomposition économique s'appuie désormais sur un tissu de petites entreprises de sous-traitance.

La classe 5 correspond à des territoires en renouvellement démographique, attractifs et à économie résidentielle affirmée. Par contre, on y observe les taux de pauvreté les plus élevés de la zone (15,4%). Parallèlement, la part des bénéficiaires des minima sociaux (chômage et allocations sociales diverses) et trois fois supérieure à la moyenne régionale, et tend même à s'accentuer sur les 5 dernières années. Même si le repli des activités traditionnelles est compensé partiellement par la progression des activités induites due à l'installation résidentielle, au vieillissement de la population locale et aux revenus de transfert, l'intégration à l'économie globale devient très fragile est reste très dépendante du niveau général des revenus d'une population qui se précarise nettement .Cette lecture de l'analyse statistique brosse le portrait pessimiste de ces territoires des Suds et justifie les politiques de redistribution des équipements et des services publics en milieu rural.

La classe 6 se compose d'un rural traditionnel, vieilli, souvent en crise démographique et sociale (exode rural). L'intégration économique est très faible tout comme la diversification des activités encore marquée par l'emprunte agricole et une tertiairisation « par défaut ». Globalement, cette classe concerne les parties centrales des massifs montagneux et, plus ponctuellement, une partie de la Sardaigne et des Pouilles. Cette marginalisation par dépérissement des activités se manifeste également par le repli des sociétés locales sur la petite exploitation faiblement productive, comme en témoignent la part des micro-exploitations et/ou le nombre d'actifs agricoles à l'hectare dans certaines régions qui ont finalement comme unique fonction celle de réservoir de populations migrantes.

CONCLUSION

Comme nous l'avons vu, les dynamiques des territoires ruraux des trois pays étudiés s'accompagnent le plus souvent d'une mutation plus ou moins radicale des fonctions

dominantes. Les résultats de cet essai de typologie invitent donc à une réflexion sur le contenu de la modernité rurale contemporaine qui nuance la vision « d'une renaissance rurale » aux effets « positifs », uniforme et basée exclusivement sur le rôle joué par la ville.

Certes, les diagnostics des instituts nationaux de prospective territoriale insistent sur les effets de la croissance démographique, de la mobilité résidentielle et de la tertiarisation de l'emploi sur l'évolution de la société et de l'économie des espaces ruraux. Ils décrivent entre autre un processus de transformation en gradients par la diffusion spatiale périphérique des comportements et des modes de vie de type urbain. Ils établissent une hiérarchie implicite entre les niveaux de peuplement et entre les types de structuration de l'économie rurale. Au final, ils intègrent implicitement la notion de seuil dans la définition des politiques d'aménagement du territoire et conditionnent les équipements ruraux au niveau d'*urbanisation* des territoires locaux. Or, les dynamiques démographiques et socio-économiques en cours ont tendance à dessiner un territoire rural en mosaïque. Les performances de l'économie locale sont en partie indépendantes des densités de peuplement, de la mobilité résidentielle d'origine urbaine et de ses activités induites. Les transformations contemporaines s'inscrivent en fait dans des trajectoires socio-économiques locales qui révèlent des formes très diverses d'adaptation et/ou de reconversion des activités rurales. Elles ne procèdent pas uniquement de logiques résidentielles. Elles s'appuient également sur l'implication des sociétés locales et sur la valorisation de ressources rurales. La « renaissance rurale » est donc différenciée et la ruralité moderne suppose l'ajustement des politiques d'aménagement régional. Là se trouve l'un des enjeux des nouvelles politiques rurales et des actions menées au niveau national.

BIBLIOGRAPHIE

BERGER Alain, CHEVALIER Pascal et DEDEIRE Marc (2005), *Les nouveaux territoires ruraux, éléments d'analyse*, Presses Universitaires de l'Université Paul Valéry – CNRS, Montpellier, 305 p.

CHEVALIER Pascal (2002), *Dynamiques tertiaires des espaces ruraux,* Presses Universitaires de la Méditerranée, Montpellier, 346 p.

DAVEZIES Laurent, TALANDIER Magali (2014), *L'émergence de systèmes productivo-résidentiels. Territoires productifs – territoires résidentiels, quelles interactions ?* Paris, La documentation française, CGET, Travaux n°19, 132 p.

DAVEZIES Laurent (2009), « L'économie locale « résidentielle», *Géographie, économie, société* 1/2009 (Vol. 11), p. 47-53.

DATAR, - Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale, *Dynamiques, interdépendance et cohésion des territoires, Rapport de l'Observatoire des territoires 2011*, La Documentation Française, 2012, 232 p.

INRETS (2007), « Le périurbain, quelle connaissance, quelles approches? – Espaces sous-influence urbaine, analyse bibliographique», Collection du CERTU, 69p.

KAYSER Bernard (1990), *La renaissance rurale, sociologie des campagnes du monde occidental,* Armand Colin, 316 p.

KAYSER Bernard et Alii (1994), *Pour une ruralité choisie*, Datar/éditions de l'Aube, 139 p.

KENDALL J.,PIGOZZI B.W.M; *Non employment income and the economic base of Michigan counties,* Growth and Change, 1994, pp. 51-74.

MARCONIS Robert (1997) : « villes et campagnes, l'évolution des zonages statistiques en France », in *Historiens et géographes*, n°356, pp. 181-189

PERRIER-CORNET Philippe (2004), « L'avenir des espaces ruraux français, dynamiques et prospectives des espaces ruraux français à l'horizon 2020 », in *Futuribles*, n°299, p. 77-98.
TALANDIER Magali, JOUSSEAUME Valérie (2013), « Les équipements du quotidien en France : un facteur d'attractivité résidentielle et de développement pour les territoires ?.», *Norois* 1/2013 (n° 226) , p. 7-23